

**Michel Agier**

## **CHERCHER REFUGE A PARIS**

À la fin des années 1990, les gouvernements européens ont organisé le grand repli des États-nations face aux mobilités internationales attendues comme conséquences des décolonisations et de la mondialisation. Certes, depuis les années 1960 et avant même qu'on parle de « crise pétrolière », récession et « misère du monde », certaines législations nationales avaient commencé à être élaborées dans le sens d'une restriction des flux migratoires à l'égard des personnes venant des pays du Sud. Mais avec la chute du Mur de Berlin, la fin du conflit Est-Ouest, et l'ouverture des marchés et des territoires, un autre siècle et une autre Histoire ont commencé. D'une part, le sentiment s'est alors répandu que nous pouvions et devions partager un monde unique, dont les dernières frontières étaient la limite naturelle : la planète Terre dans sa rondeur devint le lieu d'un possible monde commun, et selon une soudaine évidence, l'universalisme des Lumières allait trouver, dans un contexte politique supposément pacifié et uni, la matérialité possible de sa réalisation. Cela selon le principe kantien du « droit cosmopolite » comme droit naturel de visite (et, en toute logique, de circulation) des hommes à l'échelle planétaire, « en vertu du droit de la commune possession de la surface de la terre, sur laquelle, puisqu'elle est sphérique, ils ne peuvent se disperser à l'infini, mais doivent finalement se supporter les uns à côté des autres et dont personne à l'origine n'a plus qu'un autre le droit d'occuper tel endroit »<sup>1</sup>. Maintes fois repris ces dernières années pour fonder une nouvelle théorie de l'hospitalité « sans condition » (qu'il faut entendre au sens de naturelle et d'universelle), ce principe permet d'élaborer une alternative cosmopolitique pour vivre et penser la planète comme un « monde commun » à venir.

D'autre part, le même moment historique a donné lieu à l'édification gouvernementale de « politiques de la peur », selon lesquelles le périmètre des États-nations devait être défendu face aux étrangers et aux conséquences

---

<sup>1</sup> Emmanuel Kant, *Vers la paix universelle*, 1795, éd. Flammarion, 1991, p. 94. ; voir Jacques Derrida, *Cosmopolites de tous les pays, encore un effort*, Galilée, 1997.

de la mondialisation. Pourtant, celle-ci s'est déjà faite ou elle est amplement favorisée, sur les plans économique, financier, communicationnel, médiatique voire politique. L'édification des murs (18 000 kilomètres de murs dans le monde aujourd'hui) semble protéger et défendre des États-nations qui ont déjà cédé sur l'essentiel de leurs prérogatives de souveraineté. De manière d'autant plus violente qu'elle est pathétique, ils cherchent ainsi à retrouver jouissance pleine et entière d'une portion de leur pouvoir dans la lutte contre la mondialisation humaine et contre ses plus fragiles manifestations : le corps des migrants les plus pauvres et des réfugiés... ou leurs descendants. À armes inégales, la puissance publique traque des individus et fait tenir désormais dans cette police désincarnée tout le sens des États-nations.

Comme un cas d'école, les mouvements et déplacements de population durant le « printemps arabe » ont mis en évidence les effets de ce conflit global ouvert à propos de la liberté de circuler dans le monde – et singulièrement en Europe et dans les pays riches. Fermant la porte *a priori* à toute velléité de demande d'asile, les gouvernements italiens et français ont promu une mise à l'écart, ce qui n'empêcha pas de promouvoir dans le même temps un regard compassionnel – l'envers le plus acceptable d'une politique de mise à distance. Ainsi, le 11 mars 2011 à Bruxelles le président français Nicolas Sarkozy proposa à ses collègues européens la création en Afrique du Nord de « zones humanitaires » pour « gérer tranquillement la question des flux migratoires ». Ce faisant, brandissant des menaces d'invasion étrangère face au passage de 25 000 migrants entre janvier et juin 2011, les États européens ont, pendant la même période, laissé mourir au moins 1 700 personnes (selon les chiffres du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés) naufragées en Méditerranée. Encore devrait-on logiquement ajouter à la liste les effets collatéraux de cette « guerre »-là, comme par exemple les six morts, tunisiens et égyptiens victimes de l'incendie du squat de Pantin le 28 septembre 2011, faute de place en accueil d'urgence.

Qui est « l'autre » auquel ces politiques-là opposent la violence et parfois la compassion ? Toute errance devient coupable, les frontières se « durcissent » et transforment les conditions de l'altérité. Des politiques « identitaires » sont promues contre les « altérations » venues de l'extérieur (ou de l'étranger « de l'intérieur »), ce qui finit par ouvrir la voie largement aux conceptions ethno-nationales voire raciales et à la montée des extrêmes-droites comme on l'a vu au long des années 2000.

Une nouvelle figure de l'étranger se dessine aujourd'hui : un étranger *global* en quelque sorte, pas seulement parce qu'on le trouve partout dans le monde face à des politiques et vivant des expériences comparables, mais surtout au sens où son altérité synthétise trois figures. D'une part, l'errance de l'exode – un chemin sans retour ni ligne d'arrivée à la différence de l'Odyssée du migrant. D'autre part, la mise à l'écart du « paria », indésirable maintenu aux frontières des sociétés et des États-nations. Et enfin, la marginalité du « métèque », étranger exploitable à merci, présent dans la ville mais sans accès à la  *cité* , c'est-à-dire sans droits. Le contraire de l'indésirable en effet, ce n'est pas le travailleur, c'est le citoyen. En France aujourd'hui, le statut du « sans-papier » relève de cette forme ancienne du métèque en marge de la cité politique et d'autant plus exploitable et jetable qu'il est sans citoyenneté. Chaque personne dans son parcours de vie, peut passer d'une « figure » à une autre. De l'errance sans fin à un travail provisoire sans papier, d'une cabane sous l'autoroute à l'expulsion et de nouveau l'errance, cette figure de l'étranger global met en évidence le rôle central et moteur de l'État (seul ou regroupé en communauté internationale). Elle est en ce sens politique – plus précisément « biopolitique » puisqu'il s'agit de gérer des populations, des corps et des espaces tout à la fois. Surtout, et c'est sa nouveauté dans un monde partiellement mondialisé, elle inclue et dépasse l'altérité culturelle ou « ethnique ». Aujourd'hui cette altérité est d'emblée radicale, elle désigne des personnes qui nous restent invisibles ou inconnues, et ainsi sans identité reconnue. Pour des raisons indifféremment sociales, raciales ou religieuses, mais aussi bien « naturelles », accidentelles ou conjoncturelles, elles sont

maintenues dans un « dehors » et un interstice (juridique, spatial, social), de l'autre côté d'une barrière juste refermée, à l'écart d'une société de droits et de prospérité considérée comme rescapée des désastres et menacée dans ses privilèges. Malchance pour celles et ceux qui sont nés du mauvais côté et issus de la mauvaise lignée ! Lorsque la seule politique audible des sociétés démocratiques est fondée sur la peur et l'immunisation des individus face aux risques de toutes sortes (écologiques, sanitaires ou démographiques), alors la vie de ceux qui sont maintenus à l'écart de ces sociétés-là consistera à lutter contre leur « mort sociale » selon les mots de la philosophe Hannah Arendt, qu'elle distingue de la mort physique tout en en faisant le début pour ceux qu'elle appelle les « superflus ».

Dans la vraie vie de tous ceux qui se trouvent placés face à des politiques publiques resserrant le contrôle sur les frontières nationales et urbaines, et qui sont désignés *a priori* comme des représentations de l'étranger global – errant, paria ou métèque -, il n'y a que deux solutions : demander l'asile ou chercher un refuge. Dans leurs parcours on retrouve, tout en vrac et en désordre : l'inhospitalité dans le monde d'aujourd'hui, le développement des refuges en Europe, et l'utopie des villes-refuges... « Si nous nous référons à la ville, plutôt qu'à l'État, c'est que nous espérons d'une nouvelle figure de la ville ce que nous renonçons presque à attendre de l'État. »<sup>2</sup>. Ces mots, prononcés par le philosophe Jacques Derrida devant la première assemblée des villes-refuges tenue à Strasbourg en 1997, ont pris depuis lors plus de poids. Une ville peut-elle s'élever au-dessus des États et s'affranchir de leurs politiques lorsqu'il s'agit d'hospitalité et de refuge ? L'utopie des villes-refuges paraît bien lointaine (elle fait référence à la franchise urbaine et à une certaine souveraineté de la ville médiévale). C'est pourtant bien de ville refuge dont il est question ici, mais en pratique et au prix d'une « désobéissance » qui est devenue une des modalités de l'agir politique et urbain. Les places que trouvent les « étrangers » dont il est question dans ce livre, sont des abris, des cachettes, des lieux furtifs et presque fantômes.

---

<sup>2</sup> Jacques Derrida, *op. cit.*, p 17.

\*

Si j'ai voulu réunir les quatre récits qui suivent, c'est parce qu'ils donnent à voir, à entendre et comprendre des espaces et mondes de l'ailleurs au cœur même de Paris et de sa région.... découverte et réflexion dans le même élan d'une écriture personnelle, chercheuse, fouineuse même, et empathique, qui savent nous faire voir les interstices de la très grande ville, ses espaces cachés, où certains modes de survie prennent place et prennent *corps* dans des temporalités suspendues.

Ce sont quatre *carnets d'enquête* : récits personnels de la découverte d'une réalité souvent inconnue, invisible ou stigmatisée mais bien présente pourtant au cœur de Paris et sa région. Ils mêlent la découverte des lieux, des personnes, retranscrivant les dialogues et les impressions des quatre auteurs, et aussi les réflexions et commentaires qui construisent petit à petit une compréhension de ce que sont aujourd'hui les refuges dont Paris est, aussi, le lieu...

En outre, chaque récit met en scène la confrontation avec ceux qui – institutions ou personnes – les tiennent à distance ou au contraire cherchent à les recevoir, à les rencontrer... partant du refuge entendu comme abri, cachette, cabane ou squat, on arrive aux questions les plus essentielles de l'hospitalité, de l'exil, de la ville et du logement social, ainsi qu'aux personnes (« nous » ?) et aux institutions qui sont en charge de les promouvoir.

Ces quatre récits forment un ensemble à la fois divers et très cohérent. Il décrit l'état du monde, ses détresses et ses combats, tel qu'il est aujourd'hui condensé en un lieu précis, tout près de chez nous. Il montre que ces vies précaires font partie du paysage social et urbain de la France, singulièrement de Paris. Plus encore, elles sont ce en quoi la mondialisation humaine se donne à voir, et ce en quoi, en partie au moins, Paris est une ville-monde.

Qu'est-ce qu'être « étranger » dans le monde aujourd'hui ? Pour répondre, regardons tout près de chez nous. En suivant pas à pas quatre conditions errantes dans Paris et ses alentours, nous les découvrons contemporaines de notre propre existence, plus proches, voisines même, et ainsi plus perceptibles, non pas au loin dans les pays du « Sud », mais ici même, tout en bas de chez nous : le monde à nos portes...

\*

Sabrina KASSA, fait le récit de sa découverte de « Sangatte à Paris », une chronique du square Villemin dans le Xe arrondissement, près duquel elle habite. Ses interlocuteurs sont les jeunes exilés afghans, iraniens ou irakiens qui arrivent depuis le printemps 2003 et après la fermeture du centre de Sangatte. Ils vivent là par dizaines et attendent, jamais les mêmes, écrit-elle, très jeunes et calmes. Mais le regard, l'indifférence ou au contraire, l'aide des voisins et des intervenants associatifs sont aussi pris en compte : « Je suis journaliste indépendante depuis dix ans je tourne dans tous les sens les questions migratoires, les rapports Nord/Sud, les problèmes d'exclusion... Je les tourne dans tous les sens, je circule le plus possible, parfois très loin. J'explore les morts sociales et les renaissances. Souvent dans les marges. (...) Au bout de dix ans, je réalise qu'en bas de chez moi, en plein centre de Paris, là où Amélie Poulain aime à gambader le long des écluses, tout est là. Les migrants, les rapports Nord/Sud, les violences sociales, les résistances humaines... Il suffit de prendre le temps d'explorer ! »

Claudia GIROLA a passé plusieurs années au contact des personnes « à la rue », des habitants des quartiers et des travailleurs sociaux de la région parisienne qui interviennent auprès d'eux. Son texte se déplace dans les circuits parcourus et les lieux habités par les sans-abri sans jamais les enfermer dans un « monde » artificiellement construit. C'est un espace limite entre la « vie nue » et la vie sociale, citoyenne, reconnue. Anthropologue argentine, arrivée en France après avoir connu les faubourgs et misères de l'Amérique latine, elle découvre les sans-abris sous un

nouveau jour, loin du misérabilisme et du malaise ambigu de l'homme blanc : comme des sujets de parole, contre le stigmate de l'individu désaffilié et désocialisé ; et comme une présence récalcitrante dans les rues des villes; c'est ce qu'affirme un sans-abri : « Je les emmerde, je suis toujours là » ; il y a une « guerre des bancs », des parcs et bouts de trottoir sont devenus les lieux de leur vie de tous les jours, en faire des meubles de leur vie privée est pour eux vital ! Le malaise des intervenants sociaux et des passants ordinaires lui semble d'autant plus fort « qu'il n'y a pas de différences essentielles entre la personne en situation extrême et l'observateur extérieur. » Ainsi venue d'un regard à la fois extérieur et empathique, cette enquête-là porte un propos plus général qui traverse tout le Paris précaire d'aujourd'hui : Quelle est cette altérité ? Ethnique ? Raciale ? La souillure de la frontière instable entre la vie dite normale et un « extérieur » méprisé ou ignoré alors qu'il nous est si proche ? La frontière de l'étranger et celle de l'indésirable se superposent de plus en plus.

Architecte de formation et anthropologue en formation, Anne-Claire VALLET est partie à la recherche des installations « spontanées et furtives » qui se nichent dans les espaces en friche des communes de la petite couronne parisienne. Les friches urbaines sont les « résidus spatiaux de l'aménagement urbain », explique-t-elle. Murés, grillagés ou encerclés de palissades, ces restes et interstices ne sont ni physiquement ni légalement accessibles, qu'ils soient privés ou publics. Éphémères, invisibles, ce sont aussi des espaces de liberté, ou d'une relative liberté, celle de personnes, étrangères et le plus souvent en situation irrégulière, qui en tant qu'habitants apparaissent d'abord juste comme des « ombres » : des passagers fantômes à Paris. Anne-Claire Vallet raconte sa propre recherche de ces lieux, par ses repérages sur *google earth*, ses déambulations dans les quartiers repérés, ses échanges avec les voisins, enfin la pénétration un peu hésitante dans les lieux eux-mêmes et la rencontre avec les habitants, bulgares, roumains et « roms », que les politiques migratoires et sociales ont cantonnés dans les limbes de la grande ville.

Florence BOUILLON vit entre Marseille et Paris. Après une thèse brillante en anthropologie sur les mondes du squat à Marseille, après les squats de Barcelone, elle a voulu découvrir ceux de Paris. Elle y a enquêté entre 2008 et 2009, en suivant notamment de près la mobilisation entreprise par les habitants d'un immeuble incendié de la rue Cavaignac pour faire reconnaître leur statut de sinistrés en dépit de leur condition d'occupants sans droit ni titre. C'est par leur intermédiaire qu'elle a rencontré Awa. Loin de la violence des stigmates et contre la politique urbaine à la matraque, Florence a voulu raconter la rencontre marquante avec cette femme malienne, et restituer son parcours d'obstacles entre stigmatisme et discrimination, du squat au logement social. A travers les récits de la recherche d'un toit ou de l'installation en squats, mais aussi grâce aux descriptions de la vie quotidienne d'une femme noire dans un ensemble HLM, Florence et Awa nous donnent à comprendre les interactions complexes qui président aux relations entre discrimination raciale et insalubrité résidentielle, interactions ordinaires et sentiment d'habiter une ville et une société.

\*

Deux caractéristiques de ces mondes précaires à la fois parisiens et « globaux » ressortent de ces enquêtes. Premièrement, ils n'existent et se fixent dans la détresse et la vie précaire que parce qu'existe une *politique de l'indifférence* associée au cantonnement et à la ghettoïsation des indésirables : « circulez, il n'y a rien à voir ! », c'est en substance le message de la politique toute incarnée dans la police. Aussi, décrire ces lieux et celles et ceux qui les habitent, jusque dans leur vie quotidienne, familiale et sentimentale, leur vie très ordinaire et si semblable à la nôtre, c'est opposer à cette politique de l'indifférence une *politique de l'empathie*. Méthode de l'enquête ethnologique et condition d'un regard décentré, elle permet de « raccourcir la distance » comme le dit et le montre Claudia Girola au début de son récit. Tout à l'opposé de la compassion, de la charité distance, elle permet de rencontrer, connaître et reconnaître l'autre en passant par-dessus les frontières instituées par les politiques et les préjugés, et ainsi de réduire

l'altérité de celles et ceux qui nous semblent d'autant plus étranges et étrangers qu'ils sont tenus à distance. Ce sont donc des récits de rencontres.

Deuxièmement, ces lieux, on le voit bien, sont des refuges. On oublie trop que le refuge est une des manières d'accéder à la ville, voire de *faire ville* – ce qu'on sait mieux et qu'on admet plus facilement quand il s'agit d'autres pays dans le monde. Ainsi la concession d'un espace dans une arrière-cour pour une famille de migrants sans ressources, devient vite, au Brésil, une « *favela* » (ce terme désigne à l'origine la broussaille en forêt...). Ailleurs ce sera une « *Vila miseria* » (en Argentine), une *barriada* (au Pérou) ou une « *invasion* » (en Colombie)... Réinvestis comme de véritables lieux de vie, ils sont « habités » : à Paris et dans sa région, des parcs, des squares, des trottoirs, des logements vacants et des friches deviennent vivables, transformés par et pour la présence de ceux qui y viennent pour dormir ou se retrouver plus longuement. Ce sont des expériences à la fois « résilientes » et résistantes. Elles laissent percevoir des voies inédites de la politique en s'obstinant à affirmer la possibilité de la vie dans un monde commun et partagé.